



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R76-2024-120

PUBLIÉ LE 26 JUIN 2024

Sommaire

DRAAF Occitanie / Service Régional de l'Alimentation

R76-2024-06-24-00004 - Arrêté préfectoral fixant les délais de dépôt des dossiers de demande de reconnaissance comme organisme à vocation sanitaire (OVS) ou organisation vétérinaire à vocation technique (OVVT), pour la région Occitanie (4 pages)

Page 3

Etablissement Français du Sang Occitanie / Département Supports et Appuis

R76-2024-06-26-00001 - DECISION N°2024-8-3 DU 26/06/2024 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE OCCITANIE (2 pages)

Page 8

DRAAF Occitanie

R76-2024-06-24-00004

Arrêté préfectoral fixant les délais de dépôt des dossiers de demande de reconnaissance comme organisme à vocation sanitaire (OVS) ou organisation vétérinaire à vocation technique (OVVT), pour la région Occitanie



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

Service régional de l'alimentation

N°R76-2024-150 / DRAAF

**Arrêté préfectoral fixant les délais de dépôt des dossiers de demande de reconnaissance
comme organisme à vocation sanitaire (OVS) ou organisation vétérinaire à vocation technique
(OVVT), pour la région Occitanie**

**Le Préfet de la région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L. 201-9 à L. 201-13 et R. 201-12 à R. 201-23 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 janvier 2013 relatif au contenu des dossiers de reconnaissance d'un organisme à vocation sanitaire, d'une organisation vétérinaire à vocation technique et d'une association sanitaire régionale conformément aux articles R. 201-14, R. 201-20 et R. 201-26 du code rural et de la pêche maritime ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Occitanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er} – La période de dépôt des dossiers de demande reconnaissance comme Organisme à vocation sanitaire (OVS) ou Organisation vétérinaire à vocation technique (OVVT) de la région Occitanie est ouverte à la date de publication du présent arrêté et **jusqu'au 15 juillet 2024**.

L'annexe 1 du présent arrêté rappelle les rôles réglementaires des OVS et OVVT.

Article 2 – Le contenu des dossiers de demande de reconnaissance doit être conforme à **l'annexe 2** du présent arrêté. Ces éléments doivent permettre de vérifier la conformité aux exigences de l'article R. 201-13 pour les OVS et aux exigences de l'article R. 201-19 pour l'OVVT.

1/4

Préfecture de la région Occitanie
1, place Saint-Étienne
31038 TOULOUSE CEDEX 9 – Tél. : 05 34 45 34 45
<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/occitanie/>

Article 3 – Les dossiers visés à l'article 1^{er} sont déposés auprès de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt à l'adresse suivante :

DRAAF Occitanie
Service régional de l'alimentation
697 Avenue Etienne Me hul
CA croix d'Argent
CS 90077
34078 MONTPELLIER Cedex 3

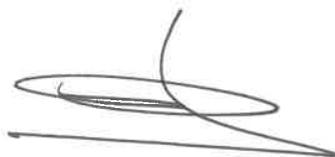
Les dossiers sont également à envoyer, sous format électronique à l'adresse suivante :

sral-gouvernance.draaf-occitanie@agriculture.gouv.fr

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Toulouse, le

24 JUIN 2024



Pierre-André DURAND

ANNEXE 1 : ORGANISME À VOCATION SANITAIRE (OVS) ET ORGANISATION VÉTÉRINAIRE À VOCATION TECHNIQUE (OVVT)

Références réglementaires :

- Règlement (UE) 2017/625 du parlement européen et du conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques
- Code rural et de la pêche maritime, articles L 201-9, L. 201-10, L 201-13, D 200-5 et D 200-6, R 201-12 à R 201-23, R 201-39 à R 201-43

Les organismes à vocation sanitaire (OVS) sont des personnes morales reconnues par l'autorité administrative dans les conditions définies réglementairement, dont l'objet essentiel est la protection de l'état sanitaire des animaux, des végétaux et produits végétaux, des aliments pour animaux ou des denrées alimentaires d'origine animale, dans leur secteur d'activité respectif et l'aire géographique sur laquelle elles interviennent.

Les organisations vétérinaires à vocation technique (OVVT) sont des personnes morales reconnues par l'autorité administrative dans les conditions définies réglementairement, dont l'objet essentiel est la formation permanente et l'encadrement technique des vétérinaires, dans l'aire géographique sur laquelle elles interviennent.

Pour une région donnée, ne peuvent être reconnus qu'un seul OVS par domaine d'activité (domaine animal et domaine végétal) et qu'une seule OVVT. La reconnaissance est attribuée, dans les deux cas, pour une période de 5 ans.

Les OVS et OVVT sont membres du conseil régional d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale (CROPSAV) et participent activement à l'animation de ce conseil.

Le préfet de région peut confier à l'organisme à vocation sanitaire, par voie de convention et sous réserve du respect des exigences définies, des missions de surveillance, de prévention ou de lutte contre les dangers sanitaires dans leur domaine de compétence.

Le préfet de région peut déléguer aux OVS et à l'OVVT, par voie de convention et sous réserve du respect des exigences définies, certaines tâches de contrôle officiel (sous conditions d'accréditation) ou certaines tâches liées aux autres activités officielles.

Les délégations peuvent porter sur les tâches suivantes :

1° En ce qui concerne le secteur végétal :

- a) Les actes prévus à l'article L. 251-1 du code rural et de la pêche maritime (CRPM) pour la surveillance du territoire
- b) Le contrôle de l'exécution des mesures ordonnées au titre du II de l'article L. 201-4 du CRPM
- c) Les prélèvements dans le cadre des inspections et contrôles réalisés en application des dispositions des chapitres III, V et VII du titre V du CRPM
- d) Tout contrôle et prélèvement réalisés en application des chapitres préliminaires et Ier du titre V du CRPM
- e) Les prélèvements et vérifications documentaires dans le cadre des inspections et contrôles relatifs à la dissémination dans l'environnement d'organismes génétiquement modifiés ;

2° En ce qui concerne le secteur animal :

- a) L'organisation et la mise en œuvre des mesures de surveillance obligatoires relatives aux dangers sanitaires
- b) Le contrôle des résultats d'examens prévus par cette surveillance
- c) Le contrôle des mesures prescrites par arrêté préfectoral de mise sous surveillance en application de l'article L. 223-6-1 du code rural et de la pêche maritime (CRPM)
- d) La tenue à jour de la liste des vétérinaires détenteurs d'une habilitation sanitaire, des missions, des formations et des aires géographiques pour lesquelles ils sont habilités, et de leurs qualifications
- e) Le suivi des activités des vétérinaires sanitaires ;

3° En ce qui concerne la sécurité sanitaire des aliments :

- a) Tout contrôle ou prélèvement relevant de contrôles officiels ou d'autres activités officielles réalisé en vue de l'application des dispositions du titre III du CRPM
- b) Tout contrôle ou prélèvement relevant de contrôles officiels ou d'autres activités officielles réalisé en vue de l'application des dispositions des titres Ier et II du livre IV du code de la consommation et des dispositions mentionnées au 2° de l'article L. 511-12 du même code
- c) Le contrôle de l'exécution des mesures ordonnées en application de l'article L. 232-1 du CRPM et de l'article L. 521-7 du code de la consommation.

ANNEXE 2 : CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE DE RECONNAISSANCE

Pièces à fournir :

- 1° Le courrier de demande de reconnaissance précisant :
 - a. Les coordonnées de la personne morale candidate, en précisant son numéro de SIRET
 - b. Le domaine concerné
 - c. Le territoire géographique pour lequel la demande est déposée (région)
 - d. Les coordonnées des personnes contacts pour la demande
- 2° Une synthèse des informations et documents fournis dans le dossier de demande de reconnaissance
- 3° Les statuts en vigueur de l'organisme ; le cas échéant les statuts des sections départementales adhérentes
- 4° S'il y en a un, le règlement intérieur de l'organisme ; le cas échéant les règlements intérieurs des sections départementales et des sections spécialisées
- 5° Une description du fonctionnement effectif des organes décisionnels de l'organisme et leur composition, ; le cas échéant les mêmes éléments pour les sections départementales adhérentes et les sections spécialisées
- 6° Tout document précisant les modalités d'adhésion :
 - a. Droits d'adhésion
 - b. Voies possible d'adhésion
- 7° Tout document décrivant les modalités de représentation des adhérents au sein des organes décisionnels de l'organisme et le cas échéant de ses sections départementales et spécialisées
- 8° Un organigramme permettant d'identifier tous les secteurs d'activités, les fonctions impliquées et les personnels affectés avec leur localisation géographique, y compris, le cas échéant, les personnels mis à disposition par les sections départementales et spécialisées, et tout autre document décrivant précisément le fonctionnement
- 9° La liste des dirigeants et personnels intervenant sur les activités sanitaires avec leurs fonctions et leur niveau de compétence technique (formation initiale, expérience professionnelle)
- 10° Le processus de mise à jour des connaissances des personnels engagés sur des activités sanitaires
- 11° Tout élément permettant de garantir l'indépendance et l'impartialité de la gouvernance, des dirigeants et des personnels appelés à réaliser les missions sanitaires, notamment vis-à-vis des intérêts économiques et particuliers des adhérents, y compris un descriptif du processus permettant d'identifier et de résoudre les éventuels conflits d'intérêt au sein de l'organisme
- 12° Le dernier bilan annuel d'activité et de fonctionnement statutaire
- 13° Les comptes annuels du dernier exercice clôturé, comprenant les éléments de comptabilité analytique et permettant de distinguer, le cas échéant, les produits et charges attachés aux différentes activités notamment du domaine sanitaire et des éventuelles missions déléguées par l'Etat
- 14° Une attestation de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes confirmant l'équilibre financier de la structure
- 15° Une attestation de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes indiquant que l'organisme dispose des moyens permettant d'assurer une comptabilité séparée pour l'exercice de chacune des activités sanitaires relevant de son objet, qu'elles ressortent d'une convention de l'Etat ou de l'initiative propre de l'organisme
- 16° Un inventaire synthétique des actions sanitaires réalisées, le cas échéant, sur les cinq dernières années, sur la région Occitanie, dans le domaine de reconnaissance sollicité (par exemple, sous forme d'un tableau avec pour chaque action énumérée : objectifs, origine de la demande, portée individuelle ou collective, périmètre de mise en œuvre, résultats)
- 17° Un document d'orientation stratégique pour les cinq ans à venir : trajectoire spécifique de l'organisme, perspectives d'évolution pouvant impacter l'organisation mise en place (organisation décisionnelle, logistique et géographique, maillage territorial, diversification, rôle dans la mise en place de programmes sanitaires d'intérêt collectif, ...)
- 18° En cas d'accréditation COFRAC norme ISO/CEI 17020, l'attestation d'accréditation et le dernier compte-rendu d'audit COFRAC
- 19° Pour le dossier de demande de reconnaissance comme OVS : un descriptif du dispositif de permanence permettant à tout moment de joindre un responsable de l'organisme ainsi qu'un descriptif du dispositif de diffusion de l'information en cas de crise sanitaire
- 20° Tout document que le demandeur jugera utile de transmettre pour justifier du respect des exigences de l'article R. 201-13 pour les OVS et de l'article R. 201-19 pour l'OVVT

Etablissement Français du Sang Occitanie

R76-2024-06-26-00001

DECISION N°2024-8-3 DU 26/06/2024 PORTANT
DELEGATION DE SIGNATURE AU SEIN DE
L ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE
OCCITANIE



**DECISION N°2024-8-3 DU 26/06/2024
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE
AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE OCCITANIE**

Le Directeur de l'Etablissement de transfusion sanguine Occitanie

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1222-7 et R. 1222-12,

Vu le décret du 4 décembre 2023 portant nomination du Président de l'Etablissement français du sang – M. Frédéric PACOUD,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n°2024.03 en date du 29/03/2024 nommant Monsieur Laurent BARDIAUX aux fonctions de Directeur de l'Etablissement de transfusion sanguine - Occitanie,

Vu la décision du Président de l'Etablissement Français du Sang n°DS 2024-16 en date du 28/05/2024 portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur Laurent BARDIAUX, Directeur de l'Etablissement de transfusion sanguine – Occitanie,

Le Directeur de l'Etablissement de transfusion sanguine Occitanie (ci-après le « Directeur de l'Etablissement ») décide de déléguer à :

- Madame Valérie SANGAY, en sa qualité de **Responsable de bassin de prélèvement Garonne**,
- Madame Christine POULIGNY, en sa qualité de **Responsable de bassin de prélèvement Quercy**
- Madame Isabelle PARADIS, en sa qualité de **Responsable de bassin de prélèvement Nord-Pyrénées**
- Madame Laetitia RODEGHIERO, en sa qualité de **Responsable de bassin de prélèvement Tarn**
- Monsieur Patrice VIN, en sa qualité de **Responsable de bassin de prélèvement Roussillon**
- Monsieur Alexandre FAKHREDDINE, en sa qualité de **Responsable de bassin de prélèvement Languedoc**
- Madame Marie-Christine GUEHL, en sa qualité de **Responsable de bassin de prélèvement Hautes-Pyrénées**

(ci-après les « Responsables »), les signatures suivantes, limitées à leur domaine de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement de transfusion sanguine Occitanie (ci-après l' « Etablissement »)

La présente délégation s'exerce dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des politiques, directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'Etablissement français du sang.

Article 1 - Les compétences déléguées

Dans le cadre de l'organisation des collectes de produits sanguins labiles, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du Directeur l'Etablissement, les conventions, contrats et documents y afférents, n'ayant aucun engagement financier avec des tiers publics ou privés, pour la mise à disposition précaire des locaux à :

- Madame Valérie SANGAY, pour les actes susvisés relevant du bassin de prélèvement **Garonne**,
- Madame Christine POULIGNY, pour les actes susvisés relevant du bassin de prélèvement **Quercy**
- Madame Isabelle PARADIS, pour les actes susvisés relevant du bassin de prélèvement **Nord-Pyrénées**
- Madame Laetitia RODEGHIERO, pour les actes susvisés relevant du bassin de prélèvement **Tarn**
- Monsieur Patrice VIN, pour les actes susvisés relevant du bassin de prélèvement **Roussillon**
- Monsieur Alexandre FAKHREDDINE, pour les actes susvisés relevant du bassin de prélèvement **Languedoc**
- Madame Marie-Christine GUEHL, pour les actes susvisés relevant du bassin de prélèvement **Hautes-Pyrénées**

Article 2 – La suppléance

En cas d'absence ou d'empêchement du Responsable de Bassin, délégation est donnée à Madame Pascale LAMBERT, en sa qualité de Responsable Régionale des Prélèvements, à l'effet de signer au nom du Directeur de l'Etablissement, dans le cadre de l'organisation des collectes de produits sanguins labiles dans le bassin Garonne, les conventions, contrats et documents y afférents, n'ayant aucun engagement financier avec des tiers publics ou privés, pour la mise à disposition précaire des locaux.

Article 3 - La publication et la date de prise d'effet de la délégation

Il est mis fin à la décision n°2024-8-2 du 03/06/2024.

La présente décision, qui sera publiée au *Recueil des Actes de la Préfecture d'Occitanie*, entre en vigueur le 28/06/2024.

A compter de cette date, la décision est aussi consultable sur l'intranet de l'Etablissement français du sang.

Le 26/06/2024,

Le Directeur de l'Etablissement de transfusion sanguine – Occitanie
Laurent BARDIAUX

